

Le Journal

DE ROUBAIX-TOURCOING

M. JONNART HUIT HEURES

M. Jonnart, qui pratique la « politique de la présence à Rome » en n'y étant jamais, vient de prononcer encore un grand discours. L'autre jour, c'était à propos des congrégations, cette fois, c'est à l'occasion de la loi de huit heures.

Ce qu'est la loi de huit heures pour lui ? C'est bien simple : « Elle est l'une des principales causes de la crise économique dont nous souffrons et du désarroi de nos finances ».

La formule de M. Jonnart est désoilable pour M. Clemenceau. On l'oublie trop, dans les milieux qui se réclament cependant du Tigre, c'est M. Clemenceau qui déposa le projet de loi des huit heures au bureau de la Chambre. C'était au lendemain de la guerre. Dans les sphères gouvernementales, on sentait bien que la part des travailleurs dans le butin de la victoire n'était pas lourde. Le peuple était mécontent de n'avoir reçu pour prix de ses misères et de ses deuils qu'une paie instable, que la vie chère, que le spectacle de fortunes rapides et pas très nettes. Il fallait lui jeter un os à ronger. On lui jeta la loi de huit heures.

Aujourd'hui, on voudrait bien retirer l'os des dents du régime populaire. Je ne conseille pas à M. Jonnart d'y risquer ses aînés de prélat.

Le sénateur du Pas-de-Calais cite l'exemple de l'Amérique et de l'Angleterre, qui ne possèdent pas de loi de huit heures. Est-ce bien une heureuse démonstration ? C'est précisément dans ces pays que le nombre des chômeurs est le plus considérable : six millions aux Etats-Unis, deux millions en Angleterre, contre trente mille à peine en France.

« En Allemagne, pas de loi de huit heures », dit M. Jonnart. Seulement, les ordonnances du 23 novembre et du 17 décembre 1918, confirmées par la Constituante de Weimar, ont forcé de loi jusqu'au 31 mars 1922, date à laquelle une loi définitive sera appliquée. Et les huit heures sont effectives partout, les dérogations n'étant autorisées que d'accord avec les Conseils d'ouvriers.

Ne reconnaît-on pas en tous lieux, cependant, que l'Allemagne a une force étonnante de production ?

La vérité, c'est qu'une fraction de parlementaires veut porter un coup mortel aux lois sociales. Cette fraction s'attaque à la loi de huit heures comme à la loi-type des maigres réformes démocratiques d'après-guerre. Les patrons, qui se rallient à cette fraction politicienne, veulent briser les syndicats, ou espèrent ainsi égarer ou qui usent tristement leur santé devant les chaudières ou les métiers à tisser.

Si, d'ailleurs, vous allez à Rome, demandez au Pape s'il se souvient d'un certain Jésus-Christ, qui a dit : « Malheur à vous qui bâillez vos palais avec le souci des autres ! » Peut-être alors votre cœur s'ouvrira-t-il.

Alex WILL.

La Réparation

LE GOUVERNEMENT ALLOUE DES INDEMNITES AUX FAMILLES D'OFFICIERS FUSILES

Paris, 15 novembre. — M. Louis Barthou, ministre de la guerre, vient d'adresser à Mme Herdun, la lettre suivante :

Madame,

Les dispositions recueillies au cours du récent procès, que vous avez intenté à un journal parisiens, m'ont fait un devoir d'examiner à nouveau les questions dont vous avez soulevé à plusieurs reprises mes prédécesseurs et moi-même.

Il résulte de ce débat, comme des documents antérieurs, que votre mari, le lieutenant Herdun, a été exécuté sans jugement, 18 heures après son repli de Douaumont sur Verdun, le 11 juin 1916.

Il est impossible, si l'on veut porter sur ce fait douloureux une appréciation impartiale, de le séparer des brutes tragiques du sort de la France, et de la victoire de Verdun, mais il n'a pu se produire que par une application erronée des lois de réparation.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Louis BARTHOU.

Mme Herdun, assistée de M. Barthou, avocat, a accepté la proposition du ministre de la guerre.

Une somme de 50.000 francs sera allouée au même titre de réparation civile au père du lieutenant Millant, exécuté dans les mêmes circonstances que le lieutenant Herdun.

Une grève de métallurgistes dans la région de Düsseldorf

LE MOUVEMENT AFFECTE CINQUANTE-CINQ MILLE OUVRIERS

Paris, 15 novembre. — On mande de Cologne que les métallurgistes de la région de Düsseldorf ont proclamé la grève générale, le mouvement affecte 55.000 ouvriers.

Un alcoolique ira au baon

Alençon, 15 novembre. — Le nommé Bassière Adolphe, 30 ans, a été condamné aux travaux forcés à perpétuité pour avoir en juillet dernier, au cours d'une crise d'alcoolisme, tiré un coup de fusil sur sa femme qui mourut presque aussitôt.

Le désarmement

On parle à Washington de lier les questions

L'envoyé spécial de l'Agence Havas à Washington écrit ce qui suit : Il est probable que la Grande-Bretagne ne souscrira définitivement aux réductions navales qu'après que la Conférence aura réglé, non seulement le désarmement des Etats-Unis et du Japon, mais aussi celui de la France et de l'Italie. Il n'est pas impossible que le désarmement terrestre ne soit invoqué et ne soit lié au désarmement naval. Enfin, l'adhésion de Londres sera peut-être subordonnée au règlement de la question d'Extrême-Orient.

L'acceptation de principe du Japon, déjà connue par la déclaration de l'amiral Kato, sera confirmée à la séance de la conférence, si la délégation japonaise reçoit à temps la réponse du gouvernement de Tokio. Cette acceptation n'ira pas sans de sérieuses critiques du projet Hughes, qui prendront la forme de véritables contre-propositions.

L'impôt sur les bénéfices de guerre

IL A RAPPORTE PRES DE 7 MILLIARDS

Paris, 15 novembre. — M. Léon Archimbaud, député du Drôme, avait demandé au ministre des finances, quelle somme a rapporté l'impôt sur les bénéfices de guerre. Voici la réponse de M. Doumer :

« Au 30 septembre 1921, la situation d'ensemble de la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre était la suivante : total des rôles émis, 11 milliards 685.500.000 ; portions exigibles, 9 milliards 600.236.000 ; total des recouvrements, 6 milliards 894.149.100 ».

DES DISSEMINATEURS ONT ETE POURSUIVIS

D'autre part, M. Léon Archimbaud avait demandé au ministre de la justice, combien il y a eu de disseminateurs de bénéfices de guerre, depuis le 1er janvier 1921, jusqu'au 31 mars 1922, date à laquelle une loi définitive sera appliquée. Et les huit heures sont effectives partout, les dérogations n'étant autorisées que d'accord avec les Conseils d'ouvriers.

Ne reconnaît-on pas en tous lieux, cependant, que l'Allemagne a une force étonnante de production ?

La vérité, c'est qu'une fraction de parlementaires veut porter un coup mortel aux lois sociales. Cette fraction s'attaque à la loi de huit heures comme à la loi-type des maigres réformes démocratiques d'après-guerre. Les patrons, qui se rallient à cette fraction politicienne, veulent briser les syndicats, ou espèrent ainsi égarer ou qui usent tristement leur santé devant les chaudières ou les métiers à tisser.

Si, d'ailleurs, vous allez à Rome, demandez au Pape s'il se souvient d'un certain Jésus-Christ, qui a dit : « Malheur à vous qui bâillez vos palais avec le souci des autres ! » Peut-être alors votre cœur s'ouvrira-t-il.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

La loi ne permet pas la révision de son affaire, mais le gouvernement a décidé, sur ma proposition, de vous allouer à titre de réparation civile, une somme de 100.000 francs.

Je vous prie de vouloir bien agréer, Madame, les hommages de mon profond respect.

Volonté ma, très bien noté et décoré au cours même de la guerre, de la médaille militaire, d'un officier courageux, dont vous pouvez, votre fils et vous, porter le nom avec honneur.

AUX ASSISES DE SEINE-ET-OISE

« Ce n'est pas à moi de vous prouver que je suis innocent », dit LANDRU

Et l'homme de Gambais se tut quand on lui demanda : QU'EST DEVENUE ANDRÉE BABELAY ?

Versailles, 15 novembre. — Le public commence d'entrer à midi et à midi 20, les tribunes sont pleines.

Aujourd'hui, on s'occupera plus spécialement de l'affaire Babelay. Dans le prétoire, sur des tables, figurent les pièces à conviction de l'affaire Babelay.

L'accusé fait son entrée dans la salle à 12 heures 55, puis, peu après, la Cour arrive et l'audience est ouverte à 13 heures.

Landru, les bras au corps, donne cette explication : « Andrée Babelay, qui avait dû se replacer, m'avait pris de garder ses papiers parce qu'elle craignait que ces papiers s'égarèrent. Elle m'avait dit : Je vous laisserai en dépôt mes pièces d'identité. Cette pensée lui était venue un jour, parce qu'elle avait soulevé le couvercle d'un coffret où je gardais d'autres dépôts ».

« D'autres dépôts de disparues », interromp le président.

« Elle m'a dit, continue Landru, que puisque j'avais déjà des dépôts, elle me laisserait ses pièces personnelles en gage ; elle ne les a pas reprises, parce qu'elle ne m'a jamais payé ce qu'elle me devait ».

« En tout cas, reprend le président, je constate que vous ne vous expliquez pas sur les questions que je vous pose ».

Le coffret des dépôts

« Vous avez dit une chose dont l'accusation s'empare peut-être et je vous la répète : Andrée Babelay, un jour, à Gambais, souleva le couvercle d'un coffret où vous gardiez en dépôt les pièces d'autres femmes que vous aviez connues. C'est bien ce que vous avez dit ? »

« C'est ce que j'ai dit, ce fait », répond Landru en baissant la tête (Sensation).

« Je n'ai fait disparaître personne »

« Il semble bien, reprend le président, que pour Andrée Babelay, ce ne soit pas l'esprit de lucre qui vous ait amenés à la faire disparaître ».

Landru. — Pas plus Andrée Babelay que les autres, monsieur le président, je n'ai fait disparaître personne.

Le président. — Cependant, elle vous devait de l'argent ; vous ne l'avez pas réclamé ?

Landru. — Comment voulez-vous la rechercher dans Paris ? Vous savez comment moi, c'est difficile (Rires). Je lui ai prêté de l'argent, j'avais confiance en elle, je me suis trompé, voilà tout.

Un juré. — M. Jacques Martin, cultivateur à Orgemont, demande à poser cette question : « Pour quel motif Landru a-t-il fait entrer chez lui, rue du Maubeuge, une jeune fille sans la connaître ? »

Landru. — Comme je l'ai dit, par générosité, par humanité. J'en ai été bien mal récompensé. (Sourires). Du reste, je ne lui ai offert que l'hospitalité d'une chambre ».

Le même juré demande ensuite : « Pourquoi l'accusé n'a-t-il pas demandé à Mlle Andrée Babelay, son adresse, en la recueillant ? »

Landru. — J'aurais cru indiquer à cette jeune fille, par cette indélicate question, que je n'avais pas confiance en elle. J'attends donc qu'elle me la confie elle-même ».

« Ce n'est pas à moi à prouver mon innocence »

Maintenant, M. Godefroy lui-même se met à poser des questions. Vous avez offert à Mlle Babelay une hospitalité bien large ?

Landru. — Oh ! une chambre de deux mètres cinquante. (Rires).

M. Godefroy. — Quand vous êtes-vous aperçu que cette jeune fille avait ouvert la cassette aux dépôts ?

Landru. — Un jour, en entrant, j'ai vu que la cassette était remplie ; j'ai compris qu'on y avait regardé.

M. Godefroy. — Et cela vous a suffi. Je reprends, dit M. Godefroy, la question posée par le juré : comment se fait-il que vous ayez fait entrer cette jeune fille chez vous ? Si vous ne voulez pas répondre, continue M. Godefroy, au ministère public, répondez donc à un de vos juges ».

« Je respecte tous les jurés, réplique Landru, la main tendue, le corps près du box, mais ce n'est pas à moi à prouver mon innocence, non, je n'ai rien à dire sur cette jeune fille est allée, je n'ai rien à dire sur ce point, non, monsieur l'avocat général, c'est n'est pas le mur de la vie privée qui est en cause ici, mais je ne sais rien, une police non plus, elle n'a même pas de cabinet de retrouver le bureau de placement où Mlle Andrée Babelay s'est rendue en quittant Gambais ».

Cette réponse de Landru produit une longue sensation.

L'avocat général crie en frappant sur la table :

« Prenez garde Landru, c'est un de vos juges qui vous interroge et vous devez lui répondre ; or, vous vous laissez ».

Je vous ai répondu ce que je devais vous répondre, réplique Landru et, je vous répète, ce n'est pas à moi de prouver que je suis innocent ».

La salle est frémissante. La moitié du public s'est levée.

M. Gilbert très habilement met fin à ce long incident en faisant commencer l'audition des témoins. Landru, les sourcils froncés, l'air farouche, s'assied à son banc.

(VOIR LA SUITE EN DEUXIEME PAGE)

La loi des loyers

La Chambre en discute toujours le projet

Paris, 15 novembre. — La séance est ouverte à 9 heures 35, sous la présidence de M. François ARAÏGO, devant un très petit nombre de députés. M. Bonnevey est au banc du Gouvernement.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi portant fixation définitive de la législation des loyers.

La Chambre, dans sa première séance de vendredi dernier, avait rejeté la prise en considération du contre-projet Levasseur.

Un contre-projet évitant l'expulsion

M. BELLET développe un contre-projet tendant avant tout, dit-il, à éviter l'expulsion des locataires en possession, étant donnée la rareté des locaux à louer et, d'autre part, à permettre enfin au propriétaire d'obtenir le juste prix de la chose louée.

L'orateur critique les dispositions de la loi de 1918 ; il estime que, seul, le retour à la liberté pourrait adoucir la rigueur de la crise.

On discute le projet de la Commission

M. GUIRAL, rapporteur, demande la discussion immédiate du projet de la commission.

M. PUECH défend un amendement tendant à la suppression de l'article premier.

M. GUIRAL, rapporteur, prend la défense du texte de la commission.

M. BONNEVEY appelle l'attention de la Chambre sur la nécessité de donner le plus de précision possible au texte adopté, afin d'éviter les fluctuations constantes dans les décisions des commissions arbitrales. Il est d'avis que la Chambre doit adopter le texte du premier paragraphe de l'article premier modifié, ainsi que vient de l'indiquer M. Guidal, et renvoyer le texte du paragraphe de l'article deux à la commission.

M. BONNEVEY. — Au point de vue des prorogations, il est indispensable de maintenir les prorogations, mais les propriétaires auront droit, à partir d'une certaine date, à une majoration qui sera d'ailleurs acceptée par la plupart des locataires. C'est dans ce sens que, selon moi, la commission devra modifier le texte du paragraphe 2 de l'article 1er.

M. GUIRAL, rapporteur, accepte le renvoi du paragraphe 2 à la commission.

Pour les titulaires de baux à long terme

M. VANDAMME. — Sur tous les points du territoire et notamment dans le Nord, particulièrement à Lille, les dispositions prises par les administrations des Hospices à l'égard des locataires titulaires de baux amphitruoniques lésent gravement ces locataires.

Ceux-ci doivent bénéficier d'une réglementation particulière. Il est inadmissible que les jugements rendus à Lille à ce propos soient maintenus, car on créerait ainsi une nouvelle catégorie de sinistrés, qui, ceux-ci, ne pourraient recevoir aucune indemnité. Vous devez prendre des dispositions spéciales pour ces baux à très long terme.

La suite de la discussion est renvoyée à demain matin.

INITIATIVE OUVRIERE

UNE COOPERATIVE DE RECONSTRUCTION POUR LA BATELLERIE SINISTREE

Un groupement à base coopérative, « La Bâtelierie sinistrée », vient de se constituer. On peut dire qu'il vient à son heure. Jusqu'ici, les bateliers victimes, dans leur instrument de travail, de dommages de guerre, avaient été, soit indemnisés, soit indemnisés insuffisamment, soit dans leur action réparatrice. Quelques-uns — le plus grand nombre — étaient la proie d'agents d'affaires, plus soucieux d'empocher de sérieux honoraires que de leur faire obtenir les satisfactions auxquelles ces malheureux ont un droit non contestable.

Il n'en ira plus ainsi, désormais, grâce à la coopérative de reconstruction « La Bâtelierie sinistrée ». Celle-ci appuiera avec compétence les réclamations de tous les bateliers victimes de la guerre, devant la commission spéciale. Elle fera activer la délivrance, à ces bateliers, de leurs indemnités ; elle les aidera même d'argent, si le paiement rapide. Et, par là, elle leur facilitera le remploi exigé par la loi.

Grâce à cette association coopérative, les marins qui la guerre a privés de leur outil de travail, rentreront en possession d'un nouveau bateau.

Le siège de cette coopérative est à Douai, 29, quai du Commerce. Sa direction, 16, boulevard Magenta, Paris avec des bureaux à Dunkerque, Nancy, etc.

Qui veut des maisons provisoires ?

ELLES COUTENT DE 15 A 30 FR. LE METRE CARRE

Le Ministre des R. L. vient de décider que la cession des maisons provisoires pourra être consentie aux locataires sinistrés aux prix réduits suivants : 30 fr. le mètre carré pour les constructions à usage d'habitation ; 15 fr. le mètre carré pour toutes autres constructions accessoires, annexes à l'habitation, bâtiments agricoles, baraquements, etc.

Pour tous renseignements, s'adresser soit au 2, rue Saint-Bernard, au Bureau du Chef de service des Matériaux, à Lille, soit aux bureaux des Chefs de subdivision, à qui ils se sont déjà adressés pour la location.

Du bétail pour les cultivateurs sinistrés

UN DON DES ELEVEURS AMERICAINS

Un groupe d'éleveurs américains, sur l'initiative d'un grand ami de la France, M. Dudley Waters, vient d'offrir à notre pays 700 têtes de bétail : vaches, moutons, chevaux, etc.

Ces animaux, destinés aux cultivateurs sinistrés, déjà 84 têtes ont été réparties dans les départements du Nord et du Pas-de-Calais.

Nouvelle Catastrophe industrielle en Rhénanie

Une raffinerie d'huile a sauté. Dix ouvriers ont été ensevelis vivants et il y a trente blessés.

Coblence, 15 novembre. — Deltzheim, bourg industriel, situé à quelques kilomètres de Wiesbaden, fut le théâtre d'une effroyable catastrophe qui, sans être comparable à celle d'Oppau, sembla le deuil dans bien des foyers rhénans.

A 12 heures 30, les ouvriers de la raffinerie d'huile d'huile se trouvaient réunis au réfectoire, lorsqu'une terrible explosion se produisit, ébranlant toute la fabrique, soulevant et brisant littéralement l'important atelier d'extraction, qui vint s'écrouler dans un cratère creusé par l'explosion.

Dix ouvriers se trouvant dans la cour furent projetés, par le déplacement d'air, dans les débris, les entrant vivants ; une trentaine d'autres, blessés par des éclats de vitres et des débris, furent transportés à l'hôpital de Wiesbaden.

D'énormes flammes, alimentées par les fûts d'huile se trouvant dans l'atelier, montèrent aussitôt. La récupération de l'explosion fut si forte que toutes les vitres volèrent en éclats dans un rayon de 150 à 200 mètres. Les pompiers de Wiesbaden et le 1er groupe du 213 R. A. C. organisèrent les premiers secours.

Aux dernières nouvelles, on n'avait aucun espoir de déloger les ouvriers ensevelis. Dans l'atelier d'extraction qui sauta, se trouvèrent des réservoirs de benzène servant à actionner les moteurs. C'est leur incendie qui, pour une cause inconnue, provoqua le sinistre, évalué déjà à 25 millions de marks.

L'explosion de l'usine Citroën

UNE PREMIERE EXPLICATION

Un ingénieur de la fabrique d'automobiles Citroën, quai de Javel, à Paris, a fourni une première explication sur les causes de l'explosion d'hier.

Les quatre compresseurs de 200 chevaux et les deux autres de 100 chevaux situés dans l'atelier d'éclairage envoient l'air, à 110 mètres, dans des conduites contenant 80 mètres cubes d'air comprimé à 6 kilos. Les fûts sont chauffés d'après un procédé américain à la poudre de charbon. Cette poudre, très fine, est en suspension dans l'air et, peut-être un mélange détonant s'est constitué au contact de l'huile des graisseurs. C'est une hypothèse possible.